

## La direction de la CGT (1972-1995): un massif toujours issu d'une pépinière communiste?

Une note des Renseignements généraux du 12 décembre 1974 qualifie le Centre confédéral de la jeunesse (CCJ) de la CGT – structure dont s'est doté l'organisation syndicale quelques années plus tôt – de « véritable pépinière de responsables pour la CGT<sup>1</sup> » évoquant Jean-Luc Destrem, Robert Ayachi ou François Duteil. De fait, les structures dédiées à la jeunesse au sein du Mouvement ouvrier tiennent souvent lieu d'école, de lieu de formation préparant à des responsabilités dans l'organisation adulte. Sur le plan politique, le phénomène est bien connu quand il n'est pas directement explicité. On lit ainsi à la même période, dans *Avant-Garde*, le journal de la Jeunesse communiste (JC) : « La Jeunesse Communiste est une pépinière de cadres pour le Parti communiste. Une nouvelle fois, l'illustration est faite<sup>2</sup>. »

Pour autant, il ne s'agit pas ici d'étudier le rôle de pépinière de la JC pour le PCF ou du CCJ pour la direction de la CGT. C'est une relation jamais explicitée en ces termes que nous cherchons à interroger : la Jeunesse communiste<sup>3</sup>, comme organisation de jeunesse dirigée par des jeunes et permettant par là même à ceux-ci d'acquérir des compétences et des connaissances qui peuvent être réinvesties dans des fonctions de cadre dirigeant d'une organisation ouvrière, a-t-elle fait office, *volens nolens*, de pépinière non pour le seul PCF mais également pour la direction de la CGT ? Au-delà de ces relations *fonctionnelles*, on pourra également interroger les relations *intentionnelles* qui pourraient lier les deux organisations au sens où la politique de cadres de la CGT, longtemps, n'a pas été indépendante de celle du Parti communiste et dans la mesure où le passage par la JC peut apparaître comme un élément ancrant la fidélité au Mouvement communiste, une étape éventuelle d'un *cursus honorum*. En d'autres termes, le fait d'avoir été adhérent de la JC constitue-t-il un critère de sélection pour entrer dans la direction de la CGT ?

Le passage par la JC, en ce qu'il permet l'acquisition d'un « capital militant<sup>4</sup> » et en ce qu'il peut incarner une forte immersion biographique dans le Mouvement communiste, constitue-t-il un accélérateur de promotion au sein de la CGT et une réserve de cadres presque prêts à l'emploi pour celle-ci ?

À travers ce prisme, c'est une manière d'interroger la CGT dans ses relations au Mouvement communiste en ces années de crises et de reconfigurations.

C'est l'observatoire, central, du Bureau confédéral que nous avons retenu pour apporter des éléments de réponse. Instance de sommet, il « organise le travail de la Confédération<sup>5</sup> » et est renouvelé à l'occasion de chaque congrès<sup>6</sup>. Nous avons donc suivi sa composition depuis le 38<sup>e</sup> congrès (1972, Nîmes) jusqu'au

---

<sup>1</sup> Archives départementales des Hauts-de-Seine, 1346W15, note du 12/12/1974.

<sup>2</sup> FOUDRIGNIER Jean, « Au congrès des jeunes communistes, une seule solution, la révolution, un seul moyen, le programme commun », *Avant-Garde*, n°38, 06-08/1973.

<sup>3</sup> On entend ici par Jeunesse communiste (JC) l'ensemble des organisations politiques de jeunesse liées au Parti communiste : Fédération nationale de la Jeunesse communiste avant 1945 ; Union de la jeunesse républicaine de France entre 1945 et 1956 ; Union des jeunes filles de France à partir de 1936 puis, de nouveau, de 1946 ; plus largement, l'ensemble des organisations du Mouvement de la jeunesse communiste de France à partir de la constitution de celui-ci en 1956.

<sup>4</sup> MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°155, 2004, p. 4-11.

<sup>5</sup> Statuts adoptés au 45<sup>e</sup> congrès de la CGT (1995), article 30.

<sup>6</sup> Nous avons ainsi établi la liste des membres du Bureau confédéral à partir des numéros de l'organe de la CGT, *Le Peuple* consacrés aux comptes rendus des congrès de 1972 (Nîmes – *Le Peuple*, n°893-894, mai 1972), 1975 (Le Bourget – *Le Peuple*, n°969-970, juillet 1975), 1978 (Grenoble – *Le Peuple*, n°1 050-1 051, décembre 1978), 1982 (Lille – *Le Peuple*, n°1 135-1 136, juin-juillet 1982), 1985 (Montreuil – *Le Peuple*, n°1 208-1 209, décembre 1985), 1989 (Montreuil – *Le Peuple*, n°1 292-1 293, juin 1989), 1992 (Montreuil – *Le Peuple*, n°1 346-1 347-1 348, février 1992), 1995 (Montreuil – *Le Peuple*, n°1 424-1 425-1 426, janvier 1996). Ces informations ont toutefois dû être complétées car certains membres ont rejoint ou quitté l'organisation entre deux congrès. Des

45<sup>e</sup> (1995, Montreuil), période heurtée, s'ouvrant, dans l'élan du printemps 1968 et la conclusion du programme commun de gouvernement, pour se clore à la veille des grands mouvements de grève et de manifestations de l'hiver 1995, après avoir traversé la rupture du programme commun, le 40<sup>e</sup> congrès de la CGT et un certain effondrement du Parti communiste<sup>7</sup>.

### **Regard chiffré : une parité ?**

Au cours de ces 24 années, 48 militants sont membres du Bureau confédéral. Cependant, eu égard au principe non écrit mais effectif de parité communistes/non communistes au sein de cette instance de direction de la CGT<sup>8</sup>, on doit considérer, pour mesurer l'effet-pépinière de la JC, non pas ces 48 dirigeants mais, au plus, les 25 d'entre eux qui sont communistes<sup>9</sup>.

Trois de ces responsables ont fait l'objet de longues approches biographiques : les secrétaires généraux Benoît Frachon, Georges Séguy et Henri Krasucki<sup>10</sup>. Quinze membres du Bureau confédéral parmi les 25 étudiés ont fait l'objet d'une notice dans le *Maitron. Dictionnaire biographique. Mouvement ouvrier, mouvement social*<sup>11</sup>. Le plus souvent, l'engagement juvénile est précisé mais l'enquête en la matière n'est pas systématique. Il a donc fallu la mener pour les dix absents du dictionnaire mais aussi la prolonger, notamment pour les biographiés dont la notice ne mentionne pas d'engagement à la JC afin d'établir si ce silence tenait à la notice ou à l'absence d'engagement. Nous avons ainsi été amené à nous rapprocher de 8 anciens membres communistes du Bureau confédéral de la CGT<sup>12</sup>. L'engagement juvénile des 17 autres dirigeants concernés par la présente étude a été scruté à partir de leurs

---

informations ont pu être glanées dans Quenel Gérard, « CGT-PCF. Étude sur l'entrée en double appartenance dans les directions du PCF et de la CGT de 1981 à 2001. Entretien avec les intéressés », 2012 (<http://gerardquenel.wifeo.com/cgt-pcf.php>) mais le travail le plus pratique en la matière reste : ANDOLFATTO Dominique, « Le personnel dirigeant de la CGT (1944-1996) », annexe de *La Syndicalisation en France depuis 1945*, Saint-Martin-d'Hères, CERAT, 1996

<sup>7</sup> Pour une vue synthétique sur les deux organisations dans la période : BEAUVISAGE Jérôme, BRESSOL Élyane, HEDDE Joëlle, MAGNIADAS Jean, MOURIAUX René, NARRITSSENS André, PIGENET Michel, SIROT Stéphane, TARTAKOWSKY Danielle, *Histoire de la CGT. Bien-être, liberté, solidarité*, Ivry-sur-Seine, Editions de l'Atelier, 2015 ; MARTELLI Roger, *L'Empreinte communiste. PCF et société française. 1920-2010*, Paris, Editions sociales, coll. « Histoire/essais », 2010.

<sup>8</sup> ROSS George, *Workers and Communists in France. From Popular Front to Eurocommunism*, Berkeley, University of California Press, 1982, p. XI.

<sup>9</sup> Le principe de parité appellerait un total de 24 communistes mais Jean-Louis Moynot devient communiste en cours de mandat.

<sup>10</sup> GIRAULT Jacques, Benoît Frachon, communiste et syndicaliste, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989 ; « Georges Séguy. Une vie de résistance », n° hors-série de *L'Humanité*, 2016 ; LANGEAIS Christian, *Henri Krasucki. 1924-2003*, Paris, Cherche-Midi, coll. « Documents », 2012.

<sup>11</sup> André Allamy (Pierre Couderc), Gérard Alezard (Michel Dreyfus, Claude Pennetier), Marcel Caille (Marie-Louise Goergen, Claude Pennetier), François Duteil (Paul Boulland), Jean-Louis Fournier (Robert Kosmann), Benoît Frachon (Roger Bourderon), Pierre Gensous (Michel Dreyfus, Claude Pennetier), Christiane Gille (Slava Liszek), Henri Krasucki (Christian Langeais), René Lomet (anonyme), Léon Mauvais (René Gaudy), Jean-Louis Moynot (Claude Pennetier), Thérèse Poupon (Jocelyne George), Georges Séguy (Paul Boulland), Michel Warcholak (Paul Boulland).

<sup>12</sup> Gérard Alezard (26 octobre 2016), Françoise Duchesne (7 novembre 2016), Maryse Dumas (24 octobre 2016), François Duteil (9 novembre 2016), Jean-Louis Fournier (7 novembre 2016), Alain Obadia (24 octobre 2016), Louis Viannet (7 novembre 2016), Bernard Vivant (10 novembre 2016).

questionnaires autobiographiques<sup>13</sup>. Ces « autobiographies communistes d'institution<sup>14</sup> » se sont révélées très précieuses car, en dépit de leurs évolutions<sup>15</sup>, toutes demandent aux cadres du PCF qui la remplissent s'ils ont été membres d'une organisation de jeunesse communiste et, dans ce cas, à quelle date.

Ainsi, il a été possible d'établir le cursus communiste pour l'ensemble des 25 dirigeants. Il ressort qu'une proportion notable mais non hégémonique de dirigeants de la CGT de cette période ont été adhérents de la JC : 9 sur 25, soit 36%. Toutefois, il faut écarter Benoît Frachon et Léon Mauvais qui, du fait de leur âge, pouvaient malaisément adhérer à la JC. La Jeunesse socialiste rejoint en effet l'Internationale communiste de la jeunesse au terme du congrès de la Bellevilloise à l'automne 1920, Benoît Frachon a déjà 27 ans et Léon Mauvais, 18<sup>16</sup>. En outre, Jean-Louis Moynot, élu comme non communiste, adhère au Parti communiste en cours de mandat, à un âge où l'adhésion à la JC n'est plus de saison. Ainsi corrigée, la proportion dépasse les 40 % (40,9 %) et approche la parité.

### **Au-delà du nombre, une élite ?**

Si les anciens JC ne sont pas majoritaires parmi les communistes du Bureau confédéral de la CGT, un rôle plus important leur est-il réservé ?

#### *Une longévité supérieure au sein du BC ou la JC comme facteur de durée*

Parmi ces 25 membres du Bureau confédéral, la longévité moyenne au sein de l'institution est de 13,5 ans. Elle s'avère supérieure à celle des non communistes qui s'établit à 12,4, soit un écart d'un peu plus d'un an. Au sein de ce groupe communiste, les anciens JC se démarquent : en moyenne, ils appartiennent à cette direction 15 ans contre 12,7 pour ceux qui n'ont pas milité dans l'organisation juvénile. L'écart est ainsi supérieur à 2 ans, soit une présence prolongée de près de 20 % pour les anciens JC par rapport à leurs camarades ayant enjambé cette étape. En matière de longévité, les anciens JC semblent constituer une élite dans l'élite communiste.

Le fait est d'autant plus sensible si on considère la médiane plutôt que les moyennes. Celle-ci s'établit en effet à 13 ans : une moitié des 25 membres communistes du BC demeure dans l'instance plus longtemps ; une moitié y reste moins. Or, pour les dirigeants passés par la JC, seuls 2 sur 9 restent moins de 13 ans. Pierre Gensous n'appartient au BC que 7 ans et Alain Obadia y figure pendant 12 ans.

Surtout, si on observe les longévités maximales, force est de constater que les anciens JC se distinguent. En effet, si on écarte Benoît Frachon pour les raisons déjà indiquées, les 3 membres du BC à la présence la plus pérenne sont tous passés par la JC : Henri Krasucki (33 ans), Marcel Caille (26 ans), Georges Séguy (17 ans).

---

<sup>13</sup> André Allamy, Marcel Caille, Michelle Commergnat, Françoise Daphnis, Gérard Delahaye, Maïté Demons, François Duteil, Jean-Louis Fournier, Pierre Gensous, Christiane Gille, Jacqueline Léonard, René Lomet, Thérèse Poupon, Georges Séguy et Bernard Vivant. Un dossier de Léon Mauvais est bien conservé mais les documents sont lacunaires. Archives du Conseil national du PCF. Sur les autobiographies, nous renvoyons aux travaux classiques de Claude Pennetier et Bernard Pudal. Par exemple : PENNETIER Claude, PUDAL Bernard (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2002.

<sup>14</sup> PENNETIER Claude, PUDAL Bernard, « Écrire son autobiographie (les autobiographies communistes d'institution. 1931-1939) », *Genèses*, n°23, 1996, p. 53-75.

<sup>15</sup> BOULLAND Paul, « Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations PCF de banlieue parisienne (1944-1974) », thèse de doctorat d'histoire contemporaine sous la direction de Jean-Louis Robert, université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, 2011, p. 24 ; p. 158-163.

<sup>16</sup> CASTAING Frédéric, « Aux origines des Jeunesses communistes de France », *Le Mouvement social*, n° 74, 1971, p. 47-73.

La simple mention de ces noms ne laisse pas d'appeler une autre investigation : derrière la longévité, c'est autre chose qu'il faut chercher puisqu'ont été cités deux des trois secrétaires généraux de la période. Alors, seraient-ces les postes-clés qui caractérisent ces *happy few* de la JC ?

#### *Des responsabilités plus importantes*

Si André Allamy n'a pas de responsabilités majeures au sein du BC, Marcel Caille est, lui, responsable à l'organisation de la CGT entre 1955 et 1975, poste-clé de première importance. L'ancien JC Pierre Gensous préside aux destinées de la Fédération syndicale mondiale entre 1969 et 1978 (comme secrétaire général). Alain Obadia puis Maryse Dumas font figure de n°2 de la confédération syndicale. En outre, 2 des 3 secrétaires généraux de la période ont été membres de la JC : Georges Séguy la rejoignant en 1940 et Henri Krasucki en 1939.

Cependant, la période étant marquée par les reconfigurations, c'est l'approche diachronique qui est la plus intéressante. Est-ce que ce phénomène rapidement esquissé est un phénomène hérité en déclin ou un mouvement qui se maintient voire s'accroît ?

#### **Un phénomène qui s'essouffle ?**

##### *L'observatoire des nouveaux élus au Bureau confédéral*

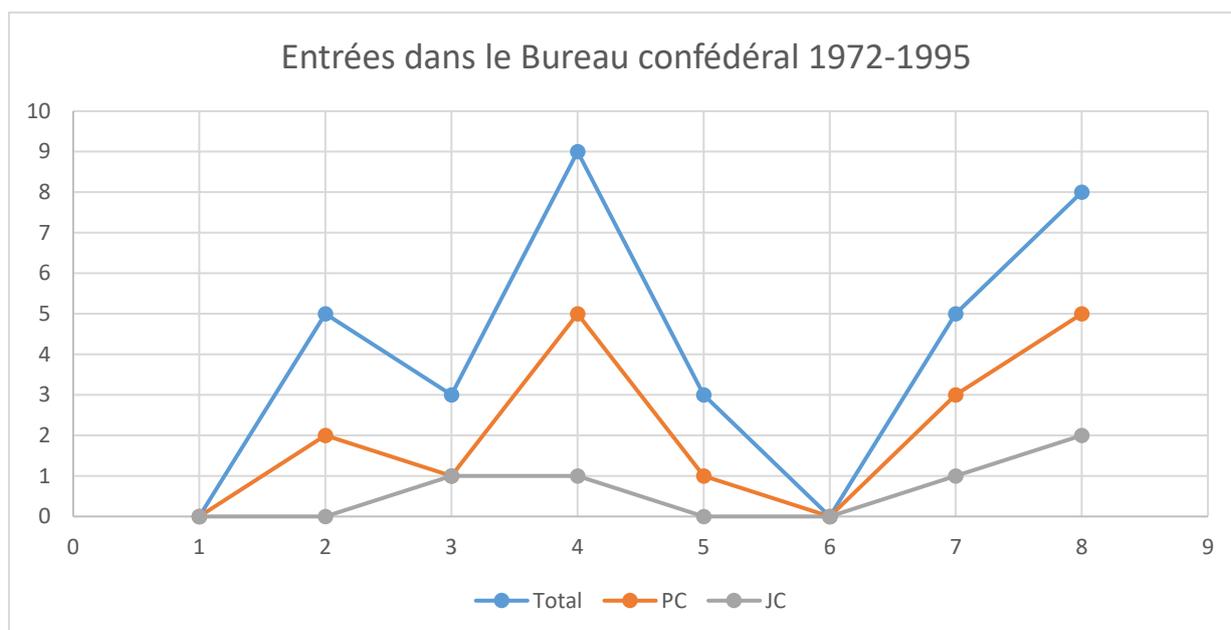
En 1972, il n'y a pas d'entrées au BC : celui élu par le congrès de 1969 est reconduit. Il compte alors 4 membres passés par la JC (André Allamy, Marcel Caille, Henri Krasucki, Georges Séguy) sur 15 membres du BC soit plus du quart du total et la moitié des 8 communistes.

En 1975, cinq nouveaux responsables intègrent le Bureau confédéral. Parmi eux, 2 communistes mais aucun ancien JC. En 1977-1978, sur les 3 nouveaux élus, on compte 1 communiste et celui-ci, Pierre Gensous, a été actif de la JC clandestine sous l'Occupation. En 1980-1982, le renouvellement est important : 9 syndicalistes intègrent pour la première fois le BC dont 5 communistes mais seul Alain Obadia parmi eux est passé par une organisation de jeunesse communiste. En 1985-1986, sur les 3 nouveaux entrants, il n'y a aucun ancien JC. Il faut attendre le congrès de 1992 pour voir l'entrée d'une ancienne militante de la JC, Michelle Commergnat. En 1995, elles sont deux sur les 8 nouveaux entrants (dont 5 communistes) : Françoise Daphnis et Maryse Dumas.

Ainsi, l'évolution se montre assez complexe et ne présente pas un profil linéaire<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> Les valeurs d'abscisse correspondent aux congrès entre 1972 et 1995. Lorsque des départs ou des entrées ont eu lieu hors congrès, on les a associés aux congrès le plus proche.



Cependant, un mouvement se dessine si on prend en considération toutes les données disponibles. Les dirigeants CGT de la période étudiée qui sont passés par la JC sont surtout entrés au BC avant 1969. Près de la moitié (4 sur 9 : Marcel Caille, en 1955 ; Henri Krasucki, en 1959 ; Georges Séguy, en 1965 ; André Allamy, en 1969) ont rejoint le BC avant le début de la période de reconfigurations des années 1970-1980. Leur présence au sein du BC relève ainsi, pour une part, d'un héritage lié aux configurations précédentes. A contrario, on doit bien constater un creux dans les années 1972-1992 : sur 20 entrées dont 9 communistes, on ne compte alors que 2 anciens JC, soit moins du quart des communistes, une proportion fort loin de la parité JC/non JC parmi les communistes du BC et très en deçà de la moyenne de 40,9 % établie pour la période considérée synchroniquement. Les anciens JC Georges Séguy et, longtemps, Henri Krasucki ne versent guère dans le recrutement privilégié de leurs camarades d'organisation juvénile. C'est paradoxalement le congrès de 1992 et, surtout, celui 1995 qui assurent un certain retour au BC de dirigeants ayant connu une expérience JC.

### **Quels JC ont été ces dirigeants de la CGT ?**

#### *Deux cohortes singulières*

Alors qu'on pourrait supposer des adhésions à la JC étalées dans le temps, on est en fait confronté à deux cohortes très étroites et singulières de JC.

La première s'enracine dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale. Ce sont des JC de la Résistance ou de l'élan immédiat qui suit la fin de l'Occupation : André Allamy, Marcel Caille, Pierre Gensous, Henri Krasucki, Georges Séguy. Cohorte liée à un contexte chronologiquement étroit, elle n'en concerne pas moins la majorité de l'effectif : 5 sur 9. Ces militants présentent un profil ouvrier et rejoignent une JC à l'ancrage ouvrier prononcé<sup>18</sup>.

La deuxième a pour cadre « les années 1968 ». Michelle Commergnat adhère ainsi à la fin des années 1960 avant qu'Alain Obadia, en 1970, et Maryse Dumas, en 1972, ne prennent leur carte. Hormis pour Michelle Commergnat, le militantisme dans les organisations de jeunesse communiste se cantonne à la seule Union des étudiants communistes. Alain Obadia et Maryse Dumas rejoignent ainsi le Mouvement

<sup>18</sup> On se permet de renvoyer sur ce point à Roubaud-Quashie Guillaume, « "Et l'acier fut trempé" ou les dirigeants de l'Union de la jeunesse républicaine de France saisis par la prosopographie », *Hypothèses*, n°18, 2015, p. 319-334.

communiste alors qu'ils sont étudiants, le premier à Sciences-Po, la seconde à Bordeaux<sup>19</sup>. Dans les deux cas, l'adhésion à l'UEC est précédée par une activité marquée au sein du syndicat étudiant UNEF. Alain Obadia est président de l'UNEF Sciences-Po ; Maryse Dumas est présidente de l'UNEF Bordeaux et ne tarde pas à être élue au sein du Bureau national du syndicat. Dans le cas d'Alain Obadia, l'engagement communiste suit même un premier temps militant au sein du Parti socialiste unifié (PSU) et des Étudiants socialistes unifiés (ESU), entre la fin 1968 et le début de l'année 1970 : au total, son militantisme à l'UEC ne se déploie que lors de sa dernière année d'étude (1969-1970)<sup>20</sup>.

Hapax, Françoise Daphnis rejoint la JC en 1982.

L'échantillon reste faible et il faut se garder de surinterpréter, quand il faudrait surtout amplifier l'enquête en direction de la commission exécutive ou des exécutifs des Unions départementales voire des fédérations. On peut néanmoins noter une chronologie spécifique. Le nombre de dirigeants de la CGT passés par la JC ne correspond pas à la répartition par date de naissance de ses membres<sup>21</sup> et, encore moins, à l'histoire du rayonnement en matière d'adhérents de la JC. Les périodes d'apogée militante de la JC sont en effet celles de la Libération (avec acmé en 1946) et des années de déploiement du programme commun. À l'inverse, la période du plus faible écho est celle de l'Occupation. Pourtant, les cohortes ici dessinées s'inscrivent presque dans une chronologie inversée. Comment comprendre cette chronologie si marquée ?

L'activité militante dans la Résistance constitue un possible élément de critère par le prestige et l'autorité qu'il confère durablement. Le titre du récent hors-série de *L'Humanité* consacré à Georges Séguy ne le montre-t-il pas à sa façon : « une vie de résistance » ?

L'engagement communiste en période de Guerre froide rencontre souvent le problème du maintien de cette structure de rassemblement née à la Libération, l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF). Quand on veut rejoindre le Mouvement communiste dans une période où il en coûte, on rejoint rarement ce que certains considèrent comme un cache-sexe, l'UJRF<sup>22</sup>.

La période *Nous les garçons et les filles* (1963-1969) au cours de laquelle la JC tâche de répondre à l'affirmation de ce qu'on présente comme « la culture jeune » est également malaisée<sup>23</sup>. Pour les plus engagés, la JC qui cherche alors à toucher le public des jeunes peu politisés en organisant concours de guitare électrique et autres activités de masse, peut apparaître peu attractive. En outre, il faut noter que sur les 4 membres du BC qui auraient pu adhérer à la JC à cette époque, on compte ici 2 femmes, Jacqueline Léonard et Maïté Demons. Or l'Union des jeunes filles de France redouble souvent ce problème d'attractivité pour des jeunes révolutionnaires. L'UJFF veut en effet toucher les nombreuses jeunes filles peu politisées et développe des activités en fonction de cet objectif mais, par là même, constitue un horizon peu stimulant pour les jeunes femmes qui ont, elles, décidé de s'engager pleinement dans l'action politique.

---

<sup>19</sup> Pour tout le passage, nous nous appuyons sur les entretiens cités avec Alain Obadia et Maryse Dumas.

<sup>20</sup> Période, il est vrai, prolongée un peu au-delà de juin 1970 et de la diplomation « pour que l'UEC Sciences-Po tienne ».

<sup>21</sup> On pourrait penser que le phénomène des deux cohortes que nous avons décrit correspond à la structure par âge de la direction de la CGT. Or, ce n'est pas le cas.

<sup>22</sup> Sur cette difficulté, on se permet de renvoyer à QUASHIE-VAUCLIN Guillaume, *L'Union de la jeunesse républicaine de France. Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste. 1945-1956*, Paris, L'Harmattan, 2009.

<sup>23</sup> MATONTI Frédérique, « *Nous les garçons et les filles*. Un cas limite de réception présumée politique », in Isabelle CHARPENTIER (dir.), *Comment sont reçues les œuvres ?*, Grâne, Créaphis, 2006, p. 153-163 ; MARION Fabien, « *Nous les garçons et les filles*. Un révélateur des contradictions du Mouvement de la jeunesse communiste de France », mémoire de master 1 d'histoire contemporaine sous la direction d'Isabelle Renaudet, université de Provence, 2007 ; BUTON Philippe, « *Nous les garçons et les filles* ou le cheval de Troie communiste », in Joëlle BEURIER, Karine TAVEAUX-GRANDPIERRE (dir.), *Le Photojournalisme des années 1930 à nos jours. Structures, culture et politique*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2014, pp. 109-120.

Le succès chez les seuls étudiants dans les années 1968 est peut-être le signe du nouveau cours à la JC. Lycéens et étudiants s'affirment alors comme les éléments moteurs du MJCF, prenant progressivement le pas sur la jeunesse ouvrière longtemps dominante dans l'organisation tant en nombre qu'en responsabilités. Lignes, façons de voir le monde, sociabilités étudiantes donnent peut-être à cette nouvelle orientation un dynamisme qui touche d'autant plus volontiers les étudiants qu'il tient à distance, *volens nolens*, celles et ceux qui ne le sont pas. En outre, l'UJFF – qui perdure jusqu'en 1974 – est mal à même de capter une jeune femme comme Françoise Duchesne alors plutôt tentée par la radicalité symbolique et pratique de l'extrême gauche<sup>24</sup>.

Cela vaut a fortiori pour toute la décennie 1970. Le plus souvent, celles et ceux avec qui nous avons pu nous entretenir et qui n'ont pas été membres de la JC nous ont dit qu'ils auraient pu être JC mais que « ça ne s'est pas présenté ». Ils ont adhéré à la CGT en entrant dans le monde du travail et au PCF dans la foulée. La JC a pourtant manifesté longtemps son ambition de s'implanter dans l'entreprise. On a, ici, un écho de cet échec et de cette difficulté : pourquoi s'organiser à la JC quand on est au PCF et à la CGT au sein de l'entreprise et qu'en outre, la CGT propose déjà des cadres juvéniles d'activité ?

#### *Des anciens JC de moins en moins responsables*

Si André Allamy est membre du CN de l'UJRF avec de fortes responsabilités à l'échelle de sa fédération départementale tout comme Henri Krasucki, telle n'est pas la norme pour les autres dirigeants passés par la JC. Plus précisément, telle est de moins en moins la norme. Aucun dirigeant national hormis les deux cités. Les dirigeants de la CGT passés par la JC ne se sont guère forgés comme dirigeants au sein de l'organisation juvénile, si ce n'est, au mieux, au plan local.

## **Conclusion**

Assurément, l'appartenance à la JC n'est *pas* un critère de sélection pour intégrer la direction de la CGT. Le long entretien qu'Alain Obadia nous a accordé en a témoigné parmi d'autres : alors qu'il était très lié avec René Lomet et Michel Warcholak, il ne savait pas si ceux-ci avaient ou non milité à la JC ; le sujet n'avait même jamais été abordé.

Pour autant, si ce n'est un critère, le passage par la JC (ou son absence) fait sans doute signe. On est souvent JC *avant* d'entrer dans la vie salariée et, par là, la vie syndicale – même si l'adhésion simultanée à la JC et au syndicat advient parfois, l'entrée dans la vie active valant cap permettant un engagement personnel. Trois cas de figure se dessinent en effet. Un premier : l'adhésion à la JC suivie de celle à la CGT ; c'est la figure d'André Allamy né en 1927, JC en 1944, au PCF en 1945 et à la CGT en 1947. Un second : une adhésion à la CGT prolongée, ensuite, par une adhésion au PCF ; c'est l'exemple de Maïté Demons, née en 1946, syndiquée à la CGT en 1973, adhérente du PCF à partir de 1974. Le passage par la JC se fait alors très rare. Un troisième, intermédiaire : l'adhésion simultanée au PCF et à la CGT. C'est le cas de René Lomet, né en 1933 et adhérant en 1954 à la CGT comme au PCF. Là encore, la JC se fait rare dans pareils parcours.

On pourrait ainsi avancer l'hypothèse selon laquelle le passage par la JC, au moins chronologiquement, dénote des militants *d'abord* politiques avant d'être syndicaux tandis que les profils 2 et 3, sans passage par la JC présentent des dirigeants *d'abord* syndicaux avant d'être communistes. Or la JC apparaît comme une pépinière déclinante pour la période 1975-1995. Tout se passe comme si, déjà, *in nuce*, les deux organisations s'éloignaient, le MJCF regardant surtout vers les lycéens et étudiants et de moins en moins vers la jeunesse salariée pourtant encore très nombreuse. Dans la même période, alors que le BP du PCF est lui, de plus en plus composé d'anciens JC, la CGT l'est de moins en moins, se recentrant vers des dirigeants à l'ancrage communiste de moins en moins antérieur à leur engagement à la CGT.

---

<sup>24</sup> Entretien avec Françoise Duchesne cité.

Comme si se jouait, silencieusement, dans ces années officiellement marquées par une proximité étroite PCF-CGT<sup>25</sup>, un éloignement à bas bruit mais réel.

Guillaume Roubaud-Quashie

---

<sup>25</sup> Georges Ubbiali, parmi bien d'autres, parle ainsi de « glaciation interne » pour la période suivant la rupture du Programme commun. UBBIALI Georges, « Qu'est-ce qu'un professionnel du syndicalisme ? », in Stéphane Courtois, Dominique Labbé (dir.), *Regards sur la crise du syndicalisme*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2001, p. 91.